



REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité-Justice-Travail

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES
PROGRAMMES DE DENATIONALISATION

CABINET

CELLULE DE SURVEILLANCE DES SYSTEMES
FINANCIERS DECENTRALISES



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DE LA MICROFINANCE

Bulletin trimestriel Octobre - Décembre 2014

N° 024 / 2014

Février 2015

Avec l'appui financier du Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance au Bénin



Desjardins
Développement international



Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada

Foreign Affairs, Trade and
Development Canada

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	ii
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	iii
LISTE DES TABLEAUX	v
LISTE DES GRAPHIQUES	vi
PREFACE	vii
INTRODUCTION.....	1
1. DONNEES GENERALES	2
1.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	2
1.2. AUTORISATIONS D'EXERCICE PAR CATEGORIE.....	2
1.3. EVOLUTION DE LA CLIENTELE	3
1.4. EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL PERMANENT	4
2. OPERATIONS FINANCIERES.....	6
2.1. EVOLUTION DES DEPOTS.....	6
2.1.1 Évolution du nombre de comptes de dépôts	6
2.1.2 Evolution du montant des dépôts.....	7
2.2. EVOLUTION DES CREDITS.....	9
2.2.1 Nombre de bénéficiaires de crédits.....	9
2.2.2 Montant des crédits octroyés par les SFD	10
2.2.3 Évolution de l'encours brut de crédits	12
2.2.4 Créances en souffrance.....	12
2.2.5 Taux de remboursement des crédits.....	13
2.2.6 Taux de recouvrement.....	14
2.2.7 Placements des SFD	14
2.2.8 Lignes de crédits	15
2.2.8.1 Lignes de crédits Internes	15
2.2.8.2 Lignes de crédits externes.....	16
2.2.9 Evolution des taux d'intérêt.....	16
CONCLUSION	18
ANNEXE	19

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

2ADPR YANAVO :	Action d'Aide et de Développement à la Population Rurale ;
ACFB :	Association des Caisses de Financement à la Base ;
AFRICA FINANCES :	AFRICA FINANCES
ALIDé :	Association de Lutte pour la promotion des Institutions de Développement ;
APHEDD :	Association pour la Promotion de l'Homme et la Protection de l'Environnement pour un Développement Durable ;
ASMAB :	Association pour la Solidarité des Marchés du Bénin ;
ASOPRIB :	Association pour la Solidarité et la Promotion des Initiatives à la Base ;
AsseF :	Association d'Entraide des Femmes ;
BAVEC :	Base Villageoise d'Epargne et de Crédit ;
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
CACOP BENIN :	Coopérative d'Appui et de Crédit aux Organisations Paysannes du Bénin ;
CAISSE CODES :	Caisse des Opérateurs pour un Développement Economique et Social ;
CAMTES:	Caisse Mutuelle l'Espoir ;
CBEC :	Caisse Béninoise d'Epargne et de Crédit ;
CCEC :	Coopérative Chrétienne d'Epargne et de Crédit ;
CCIF NATITINGOU :	Coopérative Communale d'Intermédiation Financière de Natitingou ;
CIMA :	Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances ;
CFAD-BENIN :	Centre pour la Formation et l'Appui au Développement à la base ;
CICOB :	Centre des Initiatives Communautaires pour les Organisations de Base du Bénin ;
CMMB :	Caisse du Mouvement Mutualiste Béninois ;
CNSEC :	Caisse Nationale de Sécurité de l'Epargne et du Crédit ;
COMUBA :	Coopérative des Membres Unis Béthel Actions ;
COOPECDI :	Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement Intégral ;
COWEC :	Coopérative Wesleyenne d'Epargne et de Crédit ;
CPEC :	Coopérative pour la Promotion de l'Epargne et du Crédit ;
CREMU-BENIN :	CREdit MUTuel du Bénin ;
CSSFD :	Cellule de Surveillance des Structures Financières Décentralisées ;
DWMF:	Donga Women Microfinance ;
FECECAM :	Faîtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel ;
FESPROD :	Femmes Solidaires pour la Promotion et le Développement ;
FIDEVIE :	Action pour le Financement, le Développement, l'Environnement et la Vie ;
FINADEV SA:	Financial Development SA ;
ICEC :	Institution Collectant l'Epargne et octroyant de Crédit ;
IMCEC :	Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit ;
GFI :	Groupe Financier Indépendant ;
MC :	Mutualité Chrétienne ;

MCAPE :	Mutuelle de Crédit et d'Assistance à la Petite Entreprise ;
MDB :	Mutuelle pour le Développement à la Base ;
MEFPD :	Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation ;
MIVE FINANCE :	Mouvement pour l'Instauration d'une Véritable Entraide ;
MODEC :	Mutuelle Organisée pour le Développement de l'Épargne et du Crédit ;
MSFP :	Mutuelle des Services Financiers pour la Prospérité ;
NTCM :	Note Trimestrielle de Conjoncture de la Microfinance ;
ONG:	Organisation Non Gouvernementale ;
PADME :	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement des Micro Entreprises ;
PAPME :	Agence pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises ;
PASMIF :	Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance ;
PEBCo :	Promotion de l'Épargne/ Crédit à Base Communautaire ;
RENACA :	Réseau National des Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées ;
SFD :	Système Financier Décentralisé;
UMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine ;
UNACREP :	Union Nationale des Caisses Rurales d'Épargne et de Prêt.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Point de la gestion des nouveaux dossiers de demande d'autorisation d'exercice	2
Tableau 2: Evolution des autorisations d'exercice par catégorie de juillet 2013 à décembre 2014	2
Tableau 3: Evolution trimestrielle du nombre de clients des SFD entre juillet 2013 et décembre 2014	3
Tableau 4: Evolution trimestrielle du nombre de clients des SFD selon le genre de juillet 2013 à décembre 2014.....	4
Tableau 5 : Evolution trimestrielle de l'effectif du personnel permanent entre juillet 2013 et décembre 2014.....	5
Tableau 6 : Evolution trimestrielle du nombre de compte de dépôts de juillet 2013 à décembre 2014	6
Tableau 7 : Evolution trimestrielle du montant des dépôts entre juillet 2013 et décembre 2014	7
Tableau 8 : Evolution trimestrielle du montant des dépôts selon le genre entre juillet 2013 et décembre 2014.....	8
Tableau 9 : Evolution trimestrielle du montant moyen déposé par déposant entre juillet 2013 et décembre 2014.....	8
Tableau 10 : Evolution trimestrielle du nombre moyen de dépôts par client entre juillet 2013 et décembre 2014.....	8
Tableau 11 : Évolution trimestrielle de l'effectif des bénéficiaires de crédits de juillet 2013 à décembre 2014.....	9
Tableau 12 : Évolution trimestrielle du montant de crédits octroyés par les SFD en millions de FCFA entre juillet 2013 et décembre 2014.....	11
Tableau 13 : Évolution trimestrielle du crédit moyen par bénéficiaire entre juillet 2013 et décembre 2014.....	11
Tableau 14 : Evolution trimestrielle de l'encours brut de crédits de juillet 2013 à décembre 2014	12
Tableau 15 : Évolution trimestrielle des créances en souffrance en millions de FCFA de juillet 2013 à décembre 2014	12
Tableau 16 : Évolution du taux de créances en souffrance de juillet 2013 à décembre 2014.....	13
Tableau 17 : Évolution du taux de remboursement des crédits de juillet 2013 à décembre 2014	13
Tableau 18 : Évolution du taux de recouvrement des prêts entre juillet 2013 et décembre 2014	14
Tableau 19 : Évolution trimestrielle des placements des SFD de juillet 2013 à décembre 2014	14
Tableau 20 : Évolution trimestrielle des lignes de crédits internes de juillet 2013 à décembre 2014	15
Tableau 21 : Évolution trimestrielle des lignes de crédits externes de juillet 2013 à décembre 2014	16
Tableau 22 : Évolution trimestrielle des taux d'intérêt entre juillet 2013 et décembre 2014.....	16

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution trimestrielle du nombre de déposants selon le genre entre juillet 2013 et décembre 2014	7
Graphique 2 : Évolution comparée du nombre de bénéficiaires de crédits selon le genre entre juillet 2013 et décembre 2014.....	10



PRÉFACE

Les réussites accomplies par la microfinance en trente (30) ans ont apporté la preuve que les pauvres sont des clients viables. La microfinance a créé un grand nombre d'institutions robustes organisées autour du financement des activités des pauvres et elle a commencé à attirer l'attention des investisseurs privés.

En dépit de tous ces succès, il reste encore un long chemin à parcourir si l'on veut offrir l'accès aux services financiers à tous ceux qui en ont besoin.

Au Bénin, le secteur de la finance décentralisée connaît ces dernières années une évolution remarquable, grâce aux appuis des Partenaires Techniques et Financiers et aux divers projets et programmes initiés par le Gouvernement à travers le Fonds National de la Microfinance (FNM) dont l'impact positif sur le secteur n'est plus à démontrer.

La diffusion d'informations sur le secteur au moyen de ce bulletin est un dispositif visant à rendre visible les efforts fournis par les acteurs de la microfinance au Bénin et à susciter davantage l'intérêt des investisseurs et Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Que tous soient remerciés les différents PTF notamment le Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance (PASMIF) et les Systèmes Financiers Décentralisés, plus particulièrement ceux qui ont compris l'utilité de la publication de la Note Trimestrielle de Conjoncture de la Microfinance en transmettant spontanément, les informations statistiques, malgré leurs écueils.

Notre gratitude va également aux institutions publiques, parapubliques et privées qui, par leurs importantes contributions, ont permis de rendre cette Note accessible aux praticiens de la microfinance auxquels elle est destinée en priorité.

Coordonnateur

Louis BIAO

INTRODUCTION

La mise à disposition d'informations fiables sur la situation financière globale du secteur de la finance décentralisée au profit de l'ensemble des acteurs intervenant dans la consolidation des acquis et le développement du secteur de la finance décentralisée répond à deux objectifs. Le premier vise à promouvoir l'épanouissement et la croissance des Systèmes Financiers Décentralisés et le second vise à mettre en place un dispositif de comparaison mutuelle nécessaire à la diffusion des bonnes pratiques.

Cet exercice s'avère important dans le contexte béninois, étant donné que le secteur de la microfinance est en plein essor, avec de remarquables efforts d'innovations qui ouvrent de nouvelles perspectives. En d'autres termes, l'exercice permettra de s'inspirer des avancées des uns, en veillant à les transposer et à les adapter aux spécificités des autres.

Cette édition de la Note Trimestrielle de Conjoncture de la Microfinance (NTCM), comme de coutume met l'accent sur l'évolution des données générales et celles des activités d'intermédiation financière menées par les SFD pendant le quatrième trimestre 2014 en comparaison avec les performances enregistrées durant les trimestres précédents.

Les informations analysées et commentées dans ce numéro résultent de la compilation des données de tous les SFD autorisés par le Ministre de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD) et en activité au 31 décembre 2014.

1. DONNEES GENERALES

Cette section du bulletin met en évidence les informations relatives au contexte économique et financier national, à l'évolution de l'effectif de la clientèle et à la situation de l'emploi dans le secteur de la finance décentralisée.

1.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

La conjoncture économique et financière nationale du quatrième trimestre 2014 est marquée par un regain des activités en liaison avec les fêtes de fin d'année. En effet, il est enregistré une hausse de 3,6% de l'indice global du chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent et un accroissement de 0,5% du niveau des emplois dans les grandes entreprises.

1.2. AUTORISATIONS D'EXERCICE PAR CATEGORIE

Au titre du quatrième trimestre 2014, la CSSFD a reçu et traité trente-trois (33) dossiers toutes catégories confondues dont vingt-six (26) demandes d'agrément et sept (07) dossiers de mise en conformité. Le tableau suivant donne un aperçu de la situation desdits dossiers au terme du trimestre.

Tableau 1 : Point de la gestion des nouveaux dossiers de demande d'autorisation d'exercice

Nombre de nouveaux dossiers reçu au cours du trimestre	Nombre de dossiers ayant fait l'objet de vérification de l'exhaustivité des pièces	Nombre de dossiers qui sont acceptés et sont passés à l'étape d'instruction proprement dite	Nombre de dossiers en instance	Autres
33	30	20	00	03 dossiers sont en cours de traitement

Source: CSSFD, février 2015

Dans l'ensemble, les dossiers soumis par les promoteurs présentent de nombreuses insuffisances et sont souvent rejetés avec avis conforme de la BCEAO. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi jusqu'au 31 décembre 2014, aucun agrément n'est délivré par le Ministre en charge des Finances à une nouvelle institution.

Tableau 2: Evolution des autorisations d'exercice par catégorie de juillet 2013 à décembre 2014

Rubriques	Juillet-13 Septembre-13	Octobre-13 Décembre-13	Janvier-14 Mars-14	Avril-14 Juin-14	Juillet-14 Septembre-14	Octobre-14 Décembre-14
Demandes	34	66	38	19	26	33
Rejets	06	01	16	04	10	09
En instruction	26	26	18	01	00	06
Autorisations	0	0	0	0	0	33
Transformation de Convention en Agrément	00	06	09	01	00	00

Source: CSSFD, février 2015

Au 31 décembre 2014, quatre (04) structures conventionnées à savoir DONGA WOMEN Microfinance, AssEF, LITTO Finance et ANFANI n'ont pas produit leur dossier de demande de transformation de leur convention en agrément.

Conformément à la loi n°2012-14 du 21 mars 2012 portant réglementation des SFD en République du Bénin, le nombre total de SFD autorisés par le Ministre de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD) est de cinquante-deux (52) au 31 décembre 2014, les réseaux étant pris en compte comme entité unique. Lorsqu'on considère les caisses de base affiliées à des réseaux qui sont autorisées, soit trente-trois (33), le nombre total de SFD autorisés à exercer au Bénin se chiffre à quatre vingt cinq (85).

Notons que quatre-vingt-quatorze (94) reconnaissances notamment celles délivrées aux entités de la FECECAM ont été retirées conformément aux dispositions de l'article 142 de la loi n°2012-14 du 21 mars 2012 portant réglementation des SFD en République du Bénin. Il convient de signaler qu'il reste quatre-vingt (80) institutions qui détiennent des anciennes reconnaissances déjà abrogées suivant les dispositions de l'article 142 de la loi n°2012-14 du 21 mars 2012 dont les arrêtés de retrait seront soumis à la signature du Ministre en charge des Finances. Cependant, certaines caisses de base affiliées aux réseaux RENACA et UNACREP ont déjà introduit leurs dossiers de demande d'agrément qui sont en cours d'instruction.

1.3. EVOLUTION DE LA CLIENTELE

Le tableau 3 suivant montre la tendance de la clientèle des SFD au Bénin sur la période allant de juillet 2013 à décembre 2014 selon la catégorisation des SFD définie à l'article 6 de la loi 2012-14 du 21 mars 2012 portant réglementation des SFD à savoir :

- "ICEC" représente l'ensemble des institutions qui collectent l'épargne et octroient de crédit ;
- "Autres" regroupent les institutions qui accordent des prêts sans collecter des dépôts auprès de la population.

Tableau 3: Evolution trimestrielle du nombre de clients des SFD entre juillet 2013 et décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	1 145 294	1 157 857	1 161 469	1 211 454	1 238 362	1 272 020
AUTRES	468 856	416 642	434 680	460 517	479 356	484 632
ENSEMBLE DES SFD	1 614 150	1 574 499	1 596 149	1 671 971	1 717 718	1 756 652
Variation		-2,5%	1,4%	4,8%	2,7%	2,3%
Glissement annuel	11,6%					

Source : CSSFD, février 2015

La clientèle des SFD est en progression depuis le premier trimestre 2014. Après l'accroissement sensible de 2,7% enregistré au cours du troisième trimestre 2014, l'effectif de la clientèle des SFD

a une fois encore progressé de 2,3% au terme du quatrième trimestre 2014, ce qui correspond à une augmentation de 38.934 clients par rapport au trimestre précédent. En effet, l'effectif de la clientèle des SFD est passé de 1.717.718 au 30 septembre 2014 à 1.756.652 au 31 décembre 2014.

Cette variation est provoquée par une progression de 2,7% de l'effectif de la clientèle des ICEC et de 1,1% des autres SFD.

En glissement annuel à fin décembre 2014, la clientèle a augmenté considérablement de 11,6%.

L'évolution de la clientèle des SFD déclinée selon le genre est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Evolution trimestrielle du nombre de clients des SFD selon le genre de juillet 2013 à décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
HOMMES	641 897	636 289	649 917	667 793	677 865	692 461
FEMMES	715 769	715 720	733 388	764 481	792 326	804 859
PERSONNES MORALES	256 484	222 490	212 844	239 697	247 527	259 332
ENSEMBLE DES SFD	1 614 150	1 574 499	1 596 149	1 671 971	1 717 718	1 756 652
Variation		-2,5%	1,4%	4,8%	2,7%	2,3%
Glissement annuel	11,6%					

Source : CSSFD, février 2015

La répartition de la clientèle des SFD selon le genre au titre du quatrième trimestre 2014 montre que 804.859 femmes sont bénéficiaires directes des services des SFD, 692.461 hommes jouissent directement des prestations des SFD et 259.332 personnes morales sont en relations d'affaires avec les SFD.

Il se dégage de cette répartition que les FEMMES représentent 45,82% de la clientèle totale des SFD tandis que les HOMMES font 39,42% et les PERSONNES MORALES 14,76% de la clientèle du secteur de la finance décentralisée au Bénin.

Comparativement au trimestre précédent, il est noté un accroissement au niveau des trois (03) catégories de genre. En effet, l'effectif des HOMMES s'est accru de 2,2%, celui des FEMMES a aussi augmenté de 1,6% et une légère hausse de 4,8% est enregistrée au niveau des PERSONNES MORALES.

1.4.EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL PERMANENT

Le dynamisme qui caractérise le secteur de la finance décentralisée dans le monde en général et au Bénin en particulier en terme de création d'emplois se retrace à travers le tableau 5 relatif à l'évolution des emplois créés dans ledit secteur au Bénin.

Tableau 5 : Evolution trimestrielle de l'effectif du personnel permanent entre juillet 2013 et décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	1 522	1 482	1 526	1 524	1 575	1 689
AUTRES	923	1 166	1 288	1 312	1 416	1 472
ENSEMBLE DES SFD	2 445	2 648	2 814	2 836	2 991	3 161
Variation		8,3%	6,3%	0,8%	5,5%	5,7%
Glissement annuel	19,4%					

Source : CSSFD, février 2015

L'effectif du personnel permanent en service dans les SFD est passé de 2.991 à 3.161 entre le troisième et le quatrième trimestre 2014, soit un accroissement de 5,7%.

Au titre du quatrième trimestre 2014, parmi les 3.161 personnes exerçant un emploi rémunéré dans le secteur de la microfinance au Bénin, 1.689 sont engagés par les ICEC, soit 53,4% et 1.472 servent auprès des AUTRES SFD, soit 46,6%.

Cette croissance est imputable aux deux catégories de SFD. En effet, les ICEC ont enregistré une augmentation de 7,2% de l'effectif de leurs personnels alors que celui des AUTRES SFD s'est accru de 4,6%.

En glissement annuel pour l'ensemble du secteur au 31 décembre 2014, il a connu une hausse substantielle qui est de l'ordre de 19,4 points de pourcentage.

2. OPERATIONS FINANCIERES

A l'image des précédentes parutions, les indicateurs issus des activités tels que les dépôts collectés et le portefeuille de crédits des SFD sont analysés pour apprécier l'évolution des opérations financières dans le secteur.

2.1. EVOLUTION DES DEPOTS

Cette section renseigne sur l'évolution du nombre de comptes de dépôts et du montant des dépôts sur la période sous revue.

2.1.1 Évolution du nombre de comptes de dépôts

Le nombre de compte de dépôts des clients dans le portefeuille des SFD à fin décembre 2014 est estimé à 2.116.655. Ce qui est en hausse de 2,6% par rapport au niveau atteint au bout du trimestre passé. En effet, le nombre de comptes de dépôts est passé de 2.062.873 déposants à fin septembre 2014 à 2.116.655 déposants à fin d'année 2014, soit 53.782 nouveaux comptes de dépôts.

Cette hausse est imputable aux ICEC et aux autres SFD qui ont enregistré respectivement une augmentation de 0,4% et de 10,8% du nombre de comptes de dépôts. A fin décembre 2014, les ICEC composées pour la plus part des institutions de type mutualiste ou coopérative ont dans leur portefeuille 77,4% des déposants du secteur.

En glissement annuel par rapport au quatrième trimestre 2013, le nombre de comptes de dépôts est passé de 1.969.509 au 31 décembre 2013 à 2.116.655 au 31 décembre 2014, soit une progression de 7,5%.

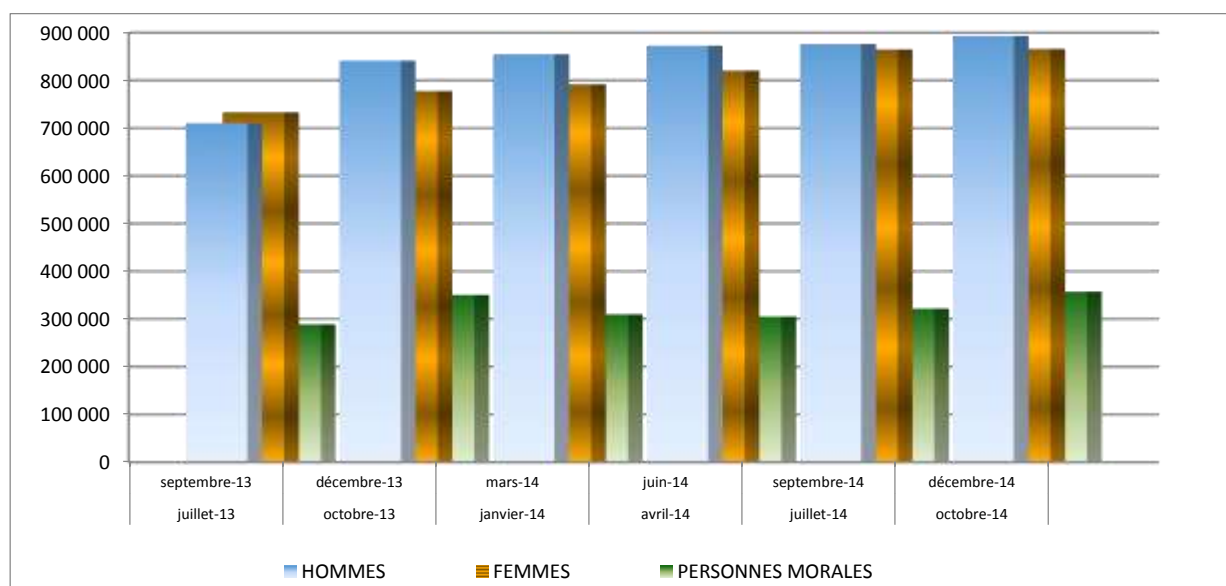
Tableau 6 : Evolution trimestrielle du nombre de compte de dépôts de juillet 2013 à décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	1 338 774	1 567 320	1 552 094	1 604 232	1 631 473	1 638 619
AUTRES	393 840	402 189	404 492	393 746	431 400	478 036
ENSEMBLE DES SFD	1 732 614	1 969 509	1 956 586	1 997 978	2 062 873	2 116 655
Variation	-	13,7%	-0,7%	2,1%	3,2%	2,6%
Glissement annuel	7,5%					

Source : CSSFD, février 2015

Un aperçu sur l'évolution du nombre de comptes de dépôts selon le genre est donné par le graphique 1 ci-dessous.

Graphique 1 : Evolution trimestrielle du nombre de déposants selon le genre entre juillet 2013 et décembre 2014



Source : CSSFD, février 2015

Au regard du graphique 1 ci-dessus, il est observé une croissance des comptes de dépôts des trois catégories d'agents économiques dans le portefeuille des SFD. Les comptes de dépôts des FEMMES a augmenté de 0,1%, soit de 1.287 nouveaux comptes, celui des HOMMES de 1,9% correspondant à 16.655 nouveaux comptes et celui des PERSONNES MORALES s'est accru de 11,1%, soit de 35.840 nouveaux comptes.

2.1.2 Evolution du montant des dépôts

Les dépôts des membres et clients auprès des SFD représentent la première source de financement des activités d'intermédiation financière notamment pour ce qui concerne les ICEC. L'évolution du volume de l'épargne collectée par l'ensemble des SFD se présente comme indiquée dans le tableau 7 ci-après.

Tableau 7 : Evolution trimestrielle du montant des dépôts entre juillet 2013 et décembre 2014

(en millions Fcfa)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	60 987	56 385	60 630	66 762	63 704	60 891
AUTRES	16 570	16 690	17 842	17 460	19 514	19 402
ENSEMBLE DES SFD	77 558	73 075	78 472	84 222	83 219	80 293
Variation		-5,8%	7,4%	7,3%	-1,2%	-3,5%
Glissement annuel	9,9%					

Source : CSSFD, février 2015

Durant le trimestre sous revue, le volume des dépôts collectés par les SFD du secteur a connu un recul de 3,5% par rapport au 3^{ème} trimestre 2014 en passant de 83.219 millions de FCFA à fin septembre à 80.293 millions de FCFA en décembre 2014. Ce recul est attribuable principalement aux ICEC qui ont enregistré une chute de 4,4% du volume d'épargnes collectées par rapport au

trimestre précédent. Les AUTRES SFD ont aussi enregistré une diminution de 0,6% du niveau des dépôts collectés par rapport au 3^{ème} trimestre 2014.

Le tableau ci-dessus montre par genre l'évolution des dépôts sur la période sous revue.

Tableau 8 : Evolution trimestrielle du montant des dépôts selon le genre entre juillet 2013 et décembre 2014

(en millions Fcfa)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
HOMMES	36 534	30 022	31 861	34 427	34 968	33 373
FEMMES	28 736	18 308	19 434	20 472	21 289	20 941
PERSONNES MORALES	12 288	24 745	27 177	29 323	26 961	25 979
ENSEMBLE DES SFD	77 558	73 075	78 472	84 222	83 219	80 293
Variation		-5,8%	7,4%	7,3%	-1,2%	-3,5%
Glissement annuel	9,9%					

Source : CSSFD, février 2015

De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que la baisse du volume d'épargne enregistrée est provoquée par l'ensemble des trois catégories d'agents économiques qui sont en relation d'affaires avec les SFD. En effet, les dépôts des HOMMES auprès des SFD ont baissé de 4,6%, ceux des FEMMES ont baissé de 1,6% et ceux des PERSONNES MORALES de 3,6%.

A travers le tableau n°9, l'on peut apprécier l'évolution du dépôt moyen par déposant.

Tableau 9 : Evolution trimestrielle du montant moyen déposé par déposant entre juillet 2013 et décembre 2014

En Fcfa	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
Dépôt moyen par client	44 763	37 103	40 107	42 154	40 341	37 934
Variation		-17,1%	8,1%	5,1%	-4,3%	-6,0%
Glissement annuel	2,2%					

Source : CSSFD, février 2015

Le montant moyen déposé par membre ou client a chuté de 6,0% entre les deux derniers trimestres de l'année 2014 en passant de 40.341 FCFA en septembre 2014 à 37.934 FCFA en décembre 2014.

En glissement annuel à fin décembre 2014, les dépôts moyens ont varié de 2,2% correspondant en valeur à une augmentation de 831 FCFA.

Tableau 10 : Evolution trimestrielle du nombre moyen de dépôts par client entre juillet 2013 et décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
Nombre moyen de dépôts/Client	1,07	1,25	1,23	1,19	1,20	1,18
Variation		16,5%	-2,0%	-2,5%	0,5%	-1,7%
Glissement annuel	-5,6%					

Source : CSSFD, février 2015

Le tableau n°10 ci-dessus présente l'évolution du nombre moyen de dépôts par client au sein des SFD. A l'instar du montant moyen déposé par déposant, le nombre moyen de dépôts par client a baissé de 1,7%.

Comparativement au quatrième trimestre 2013, l'indicateur a chuté de 5,6% en passant de 1,25 à 1,18.

2.2. EVOLUTION DES CREDITS

Les indicateurs caractéristiques de l'évolution des crédits présentés dans cette rubrique sont relatifs à l'effectif des bénéficiaires de crédits, l'encours de crédit, le montant des crédits octroyés, le crédit moyen par prêt, les créances en souffrance, le taux de remboursement, le placement des SFD, les lignes de crédit et les taux d'intérêt.

2.2.1 Nombre de bénéficiaires de crédits

L'effectif des clients bénéficiaires de crédits est l'indicateur caractéristique de la portée des actions de financement de la population cible par les SFD.

Le tableau 11 ci-dessous présente l'évolution du nombre de bénéficiaires de crédits des SFD de juillet 2013 à décembre 2014.

Tableau 11 : Évolution trimestrielle de l'effectif des bénéficiaires de crédits de juillet 2013 à décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	122 850	124 417	54 459	61 589	70 326	89 564
AUTRES	65 288	126 880	34 434	57 521	69 246	103 297
ENSEMBLE DES SFD	188 138	251 297	88 893	119 110	139 572	192 861
Variation		33,6%	-64,6%	34,0%	17,2%	38,2%
Glissement annuel	-23,3%					

Source: CSSFD, février 2015

Le nombre de clients bénéficiaires de crédits des SFD au cours du quatrième trimestre 2014 s'est accru de façon exponentielle, soit de 38,2% correspondant à 53.289 nouveaux bénéficiaires. L'indicateur est passé de 139.572 en septembre 2014 à 192.861 bénéficiaires à fin décembre 2014.

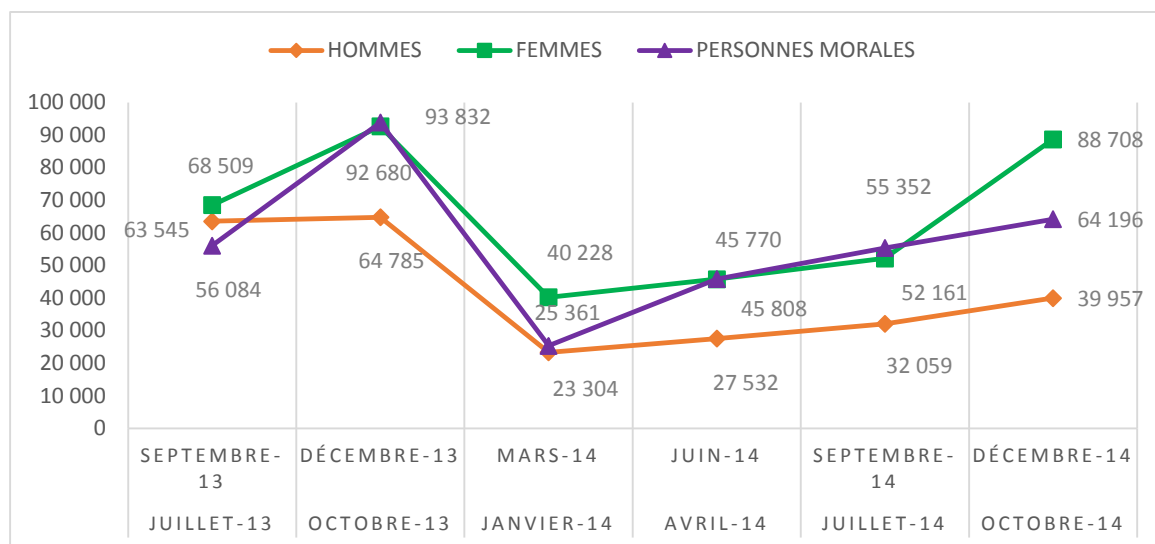
Cette croissance est beaucoup plus perceptible au niveau des AUTRES SFD à hauteur de 49,2% par rapport au trimestre précédent en passant de 69.246 à fin septembre 2014 pour s'établir à 103.297 bénéficiaires à fin décembre 2014.

Les ICEC ont également contribué à cette envolée au niveau du secteur en enregistrant une progression de 27,4% du nombre de bénéficiaires de crédits entre le troisième et quatrième trimestre 2014 car l'indicateur est passé de 70.326 à 89.564 bénéficiaires à fin décembre 2014.

La part du nombre de bénéficiaires de crédits auprès des AUTRES types de SFD représente 53,6% du total des bénéficiaires des prêts du secteur de la finance décentralisée.

En glissement annuel pour l'ensemble des SFD, l'indicateur a enregistré une baisse importante de 23,3% puisqu'il était de 251.297 bénéficiaires à fin décembre 2013.

Graphique 2 : Évolution comparée du nombre de bénéficiaires de crédits selon le genre entre juillet 2013 et décembre 2014



Source : CSSFD, février 2015

L'analyse selon le genre à travers la représentation graphique n°2 ci-dessus montre que cette croissance du nombre de bénéficiaires de crédits a profité aux trois catégories d'agents économiques des SFD. Les FEMMES ont plus bénéficié de crédits puisque le nombre de bénéficiaires de crédit au cours du quatrième trimestre 2014 s'est accru de 70,1% par rapport au trimestre précédent ; l'accroissement au niveau des HOMMES est de l'ordre de 24,6% puis de 16% chez les PERSONNES MORALES.

Parmi les bénéficiaires, les FEMMES représentent 46,0% correspondants à 88.708 bénéficiaires. Cette catégorie de clients est suivie de celle des PERSONNES MORALES avec 64.196, soit 33,3% des bénéficiaires. Les HOMMES viennent en dernière position avec un effectif de 39.957, soit 20,7%.

2.2.2 Montant des crédits octroyés par les SFD

L'évolution du montant des crédits octroyés comme le nombre de bénéficiaires de crédit a connu une croissance spectaculaire de 58,5% entre le troisième et le quatrième trimestre 2014 en passant respectivement de 25.885 millions en septembre à 41.028 millions en décembre 2014. Ce qui est montre que les SFD ont injecté dans l'activité économique des clients, 15.143 millions de FCFA de plus par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel au 31 décembre 2014, le secteur a enregistré une évolution inverse. Ainsi, le volume de prêt octroyé est passé de 43.117 millions FCFA au 31 décembre 2013 pour s'établir à 41.028 millions FCFA à fin décembre 2014 à la suite d'une contreperformance de -4,8%.

La performance enregistrée pendant le trimestre est imputable aux AUTRES SFD dont le montant s'est accru de 45,9% en passant de 14.986 millions FCFA au 30 septembre 2014 à 21.869 millions FCFA au 31 décembre 2014. Le volume de ressources financières introduit par cette catégorie de SFD est estimé à 53,3% du montant total décaissé par l'ensemble des SFD. Pendant la même période, les ICEC ont enregistré une hausse de 46,7% du volume de prêt octroyé pour s'établir à 19.159 millions FCFA au 31 décembre 2014.

Tableau 12 : Évolution trimestrielle du montant de crédits octroyés par les SFD en millions de FCFA entre juillet 2013 et décembre 2014

(en millions FCFA)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	15 271	16 261	2 867	10 036	10 899	19 159
AUTRES	17 264	26 856	11 858	13 993	14 986	21 869
ENSEMBLE DES SFD	32 535	43 117	14 725	24 028	25 885	41 028
Variation		32,5%	-65,8%	63,2%	7,7%	58,5%
Glissement annuel	-4,8%					

Source : CSSFD, février 2015

Le montant moyen octroyé par bénéficiaire de crédit est présenté dans le tableau n°13 ci-dessous. Ce ratio caractéristique du montant moyen de prêt revenu à chaque bénéficiaire de service financier des SFD est le rapport du total des crédits octroyés et de l'effectif total des bénéficiaires de crédits.

Tableau 13 : Évolution trimestrielle du crédit moyen par bénéficiaire entre juillet 2013 et décembre 2014

(en Fcfa)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
Montant des crédits moyen par bénéficiaire	172 934	171 580	165 649	201 733	185 463	212 735
Variation		-0,8%	-3,5%	21,8%	-8,1%	14,7%
Glissement annuel	24,0%					

Source : CSSFD, janvier 2015

A travers l'analyse du tableau, il ressort que le crédit moyen par bénéficiaire au cours du 4^{ème} trimestre 2014 s'est amélioré de 14,7% par rapport au 3^{ème} trimestre 2014. Il est passé de 185.463 FCFA en septembre 2014 à 212.735 FCFA en fin de période, soit une augmentation de 27.272 FCFA par crédit accordé à un client.

Une comparaison rétrospective à fin décembre 2013 affiche un glissement de 24,0%. Cette performance fait passer le montant des crédits moyen par bénéficiaire de 171.580 FCFA au 31 décembre 2013 à 212.735 FCFA à fin décembre 2014.

Il faut retenir que le montant maximum de l'indicateur est atteint au cours du 4^{ème} trimestre 2014.

2.2.3 Évolution de l'encours brut de crédits

L'encours brut de crédit représente le volume ou montant de crédits sains non encore remboursé et détenu par les clients actifs.

De l'évolution de cet indicateur sur les 6 derniers trimestres, il ressort qu'après la baisse de 7,3% enregistrée à la fin du premier trimestre 2014 par rapport au dernier trimestre de 2013, cet indicateur a connu une hausse soutenue durant les trois derniers mois de 2014 en passant de 87,526 milliards à 104,340 milliards de FCFA à fin décembre 2014. Cette évolution s'est corroborée par un taux annuel de croissance de 10,5%.

Il se dégage également du tableau que l'encours de crédit est, à quelque différence près, réparti équitablement entre les institutions de type mutualiste ou coopératif et les autres catégories de SFD.

Ainsi, du point de vue de l'activité d'octroi de crédit, il ressort que le secteur a globalement enregistré de bonne performance.

Tableau 14 : Evolution trimestrielle de l'encours brut de crédits de juillet 2013 à décembre 2014

(en millions Fcfa)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	41 551	46 211	44 120	45 892	46 538	50 997
AUTRES	41 222	48 222	43 406	43 255	44 048	53 343
ENSEMBLE DES SFD	82 774	94 433	87 526	89 146	90 586	104 340
Variation		14,1%	-7,3%	1,9%	1,6%	15,2%
Glissement annuel	10,5%					

Source : CSSFD, février 2015

2.2.4 Créances en souffrance

Le montant des créances en souffrance est constitué du volume de prêt échu et dont une échéance au moins est impayée depuis au moins 90 jours. C'est la partie dégradée du portefeuille global des SFD. Il s'agit d'un indicateur d'appréciation de la qualité du portefeuille sur lequel l'attention doit être portée en permanence. Son évolution au cours de la période allant de juillet 2013 à décembre 2014 est retracée dans le tableau 15 ci-dessous :

Sur la période sous revue, le secteur a enregistré une hausse sans précédent de 18,2% au terme du dernier trimestre 2014. Cette dégradation accentuée qui déteint sur la qualité du portefeuille à l'issue du dernier trimestre, a été occasionnée par les AUTRES SFD dont les créances en souffrance sont passées de 3,403 milliards FCFA au terme du troisième trimestre à 4,967 milliards FCFA à fin décembre 2014 pendant qu'elles sont en baisse au niveau des ICEC.

En termes de variation annuelle, les impayés se sont accrus de près de 8%.

Tableau 15 : Évolution trimestrielle des créances en souffrance en millions de FCFA de juillet 2013 à décembre 2014

(en millions Fcfa)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	4 097	4 314	3 993	4 019	3 609	3 319

AUTRES	3 839	3 377	3 214	3 313	3 403	4 967
ENSEMBLE DES SFD	7 936	7 691	7 207	7 331	7 011	8 286
Variation		-3,1%	-6,3%	1,7%	-4,4%	18,2%
Glissement annuel	7,7%					

Source : CSSFD, février 2015

Pour mieux apprécier la qualité du portefeuille de crédit des SFD, nous analysons le rapport entre les créances en souffrance et l'encours brut de crédits. Les valeurs prises par ce ratio appelé Portefeuille à Risque (PAR) à 90 jours sont transcrites dans le tableau n°16 suivant.

Tableau 16 : Évolution du taux de créances en souffrance de juillet 2013 à décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	9,9%	9,3%	9,1%	8,8%	7,8%	6,5%
AUTRES	7,8%	6,6%	7,0%	7,7%	8,2%	7,7%
ENSEMBLE DES SFD	9,6%	8,1%	8,2%	8,2%	7,7%	7,9%
Variation		-15,1%	1,1%	-0,1%	-5,9%	2,6%
Glissement annuel	-2,5%					

Source : CSSFD, février 2015

L'examen du tableau ci-dessus montre qu'aucune catégorie des SFD n'a pu respecter la norme réglementaire fixée à 3%. Les ICEC affichent au quatrième trimestre 2014, un taux de créances en souffrance de 6,5% contre 7,7% pour les Autres SFD. Toutefois, le taux obtenu par les ICEC est en baisse de 1,3 point par rapport au trimestre précédent. De même, celui des AUTRES SFD a régressé de 0,5 point de pourcentage.

Globalement sur la période, le taux de créances en souffrance du secteur a connu une légère hausse de 0,2 point de pourcentage comparativement au trimestre précédent. En effet, l'indicateur est passé de 7,7% au 30 septembre 2014 à 7,9% au 31 décembre 2014.

En glissement annuel à fin décembre 2014, le ratio est passé de 8,1% à fin décembre 2013 pour s'établir à 7,9% à fin décembre 2014, soit un recul de 2,5 point de pourcentage.

2.2.5 Taux de remboursement des crédits

Le tableau n°17 informe sur la proportion des remboursements effectués par les bénéficiaires de crédit par rapport aux remboursements attendus.

Le taux de remboursement des crédits par les clients des SFD s'est nettement amélioré au terme du quatrième trimestre 2014. Le taux est passé de 85,1% au 30 septembre 2014 à 93,1% au 31 décembre 2014, soit une progression de 9,3%.

L'amélioration constatée est induite principalement par les AUTRES SFD, le taux de remboursement des ICEC étant resté constant entre le troisième et le quatrième trimestre 2014.

Tableau 17 : Évolution du taux de remboursement des crédits de juillet 2013 à décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	89,1%	89,1%	70,7%	70,7%	78,7%	78,7%

AUTRES	94,6%	87,3%	93,0%	82,0%	88,3%	100,2%
ENSEMBLE DES SFD	92,8%	87,9%	85,6%	78,3%	85,1%	93,1%
Variation		-5,2%	-2,7%	-8,5%	8,8%	9,3%
Glissement annuel	5,8%					

Source : CSSFD, février 2015

2.2.6 Taux de recouvrement

Le taux de recouvrement renseigne sur l'efficacité du système de recouvrement des impayés. C'est le rapport des créances en souffrance remboursées au total des créances en souffrance déclarées en fin de période.

Le tableau 18 présente l'évolution de cet indicateur entre juillet 2013 et décembre 2014.

Tableau 18 : Évolution du taux de recouvrement des prêts entre juillet 2013 et décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	17,6%	26,5%	16,6%	12,5%	17,1%	39,9%
AUTRES	18,7%	36,7%	22,8%	16,3%	26,5%	27,5%
ENSEMBLE DES SFD	18,3%	33,3%	20,8%	15,0%	23,3%	31,7%
Variation		82,0%	-37,7%	-27,7%	55,5%	35,6%
Glissement annuel	-5,0%					

Source: CSSFD, février 2015

Durant la période sous revue, le taux de recouvrement de l'ensemble des SFD a évolué en dents de scie. Tous les AUTRES SFD de même que les ICEC ont observé la même évolution erratique.

De juillet 2013 à décembre 2014, des efforts ont été faits au niveau de toutes les catégories de SFD. En effet, le taux de recouvrement de l'ensemble du secteur, a connu au cours du trimestre sous revue un accroissement de 35,6% après celui de 55,3% noté au cours du troisième trimestre 2014. Ce qui est attribuable aux deux catégories de SFD. En effet, les ICEC ont enregistré une augmentation de 12,8 points de pourcentage et les AUTRES SFD, une progression de 1 point de pourcentage.

Sur la période d'étude, on note une dépréciation du taux de recouvrement avec un glissement annuel de 5,0%.

2.2.7 Placements des SFD

Le placement des SFD est l'ensemble des montants que les institutions de microfinance déposent auprès des banques commerciales et autres structures d'intermédiation financière de la place.

Tableau 19 : Évolution trimestrielle des placements des SFD de juillet 2013 à décembre 2014

(en millions Fcfa)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	24 391	18 930	18 393	18 420	25 688	21 217
AUTRES	7 911	7 333	7 375	8 083	8 459	8 301
ENSEMBLE DES SFD	32 303	26 264	25 768	26 504	34 147	29 518

Variation		-18,7%	-1,9%	2,9%	28,8%	-13,6%
Glissement annuel	12,4%					

Source: CSSFD, février 2015

Les montants placés par les SFD en activité au Bénin évoluent en dents de scie depuis fin octobre 2013. En effet, la tendance observée indique une forte baisse des placements des SFD au dernier trimestre 2013 (-18,7%), ce qui s'est poursuivi au premier trimestre 2014 (-1,9%) et a contrebalancé de 2,9% au deuxième trimestre 2014 avant de remonter davantage de l'ordre de 28,8% au cours du troisième trimestre pour rechuter au cours du 4^{ème} trimestre de 13,6%. L'indicateur s'est établi à 29.518 millions de FCFA en fin de période.

En glissement annuel au mois de décembre, les SFD ont accru le niveau de leur placement de 12,4% correspondant à une augmentation substantielle de 3,542 milliards FCFA.

Au cours du trimestre sous revue, comme de coutume, la part des ICEC demeure prépondérante à concurrence de 71,9% de l'ensemble des placements enregistrés contre 28,1% pour les AUTRES SFD.

2.2.8 Lignes de crédits

2.2.8.1 LIGNES DE CREDITS INTERNES

Les lignes de crédits internes sont des prêts que les SFD contractent auprès des banques et autres institutions de la place. Le tableau présente une évolution trimestrielle entre juillet 2013 et décembre 2014.

Tableau 20 : Évolution trimestrielle des lignes de crédits internes de juillet 2013 à décembre 2014

(en millions Fcfa)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	1 379	3 697	1 232	19 718	20 132	24 235
AUTRES	12 339	13 379	13 716	13 312	12 943	16 643
ENSEMBLE DES SFD	13 718	17 076	14 948	33 030	33 075	40 878
Variation		24,5%	-12,5%	121,0%	0,1%	23,6%
Glissement annuel	139,4%					

Source: CSSFD, février 2015

Les emprunts contractés par les SFD au plan national ont progressé de 23,6% au terme du quatrième trimestre 2014 pour atteindre en valeur 40.878 millions FCFA. Les deux catégories de SFD ont contribué à cette avancée dans des proportions différentes, soit de 20,4% pour les ICEC et de 28,6% pour les AUTRES SFD.

Par catégorie, on note une forte sollicitation par les ICEC des lignes de crédits internes du secteur financier domestique au cours de la période sous revue puisqu'elles détiennent 59,3% du total. Le reste, soit 40,7% est détenu par les autres SFD.

En glissement annuel au 31 décembre 2014, les lignes de crédits internes ont connu une hausse sans précédent de 139,4% montrant ainsi l'engagement des partenaires financiers locaux à appuyer le secteur de la microfinance et par ricochet à lutter contre la pauvreté.

2.2.8.2 LIGNES DE CREDITS EXTERNES

Les lignes de crédit externes sont celles dont bénéficient les institutions de microfinance de la part des partenaires extérieurs. Son évolution est présentée dans le tableau n°21 ci-dessous.

Tableau 21 : Évolution trimestrielle des lignes de crédits externes de juillet 2013 à décembre 2014

(en millions Fcfa)	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
ICEC	10 772	10 775	2 522	13 310	23 512	21 757
AUTRES	6 262	5 656	5 212	6 012	5 543	5 647
ENSEMBLE DES SFD	17 033	16 430	7 734	19 322	29 056	27 405
Variation		-3,5%	-52,9%	149,8%	50,4%	-5,7%
Glissement annuel	66,8%					

Source: CSSFD, février 2015

L'analyse du tableau ci-dessus révèle que les emprunts contractés par les institutions de microfinance auprès des partenaires extérieurs au cours du trimestre sous revue ont décliné de 5,7% pour s'établir à 27 405 millions FCFA à fin décembre 2014. Comparativement à l'observation faite sur le très fort recours des ICEC aux lignes de crédits internes dans leurs activités d'intermédiation financière, la sollicitation des ICEC est aussi très forte pour le financement des partenaires extérieurs comme aide à leurs activités d'intermédiation. En effet, elles recourent, dans une proportion de 79,4% à ce type de financement, contre 20,6% pour les AUTRES SFD.

Il importe de faire remarquer que les ICEC ont enregistré au quatrième trimestre 2014, un repli de 7,5% des lignes de crédit dont elles ont bénéficié par rapport au trimestre précédent.

D'octobre 2013 à septembre 2014, les partenaires financiers internationaux ont injecté directement dans le secteur de la microfinance, au profit de la population cible, environ 10.974 millions FCFA. Ce qui correspond à un accroissement remarquable de 66,8% du volume des lignes de crédits externes, et dénote de l'intérêt sans cesse croissant qu'ils accordent à la lutte contre la pauvreté au Bénin.

2.2.9 Evolution des taux d'intérêt

Tableau 22 : Évolution trimestrielle des taux d'intérêt entre juillet 2013 et décembre 2014

	juillet-13 septembre-13	octobre-13 décembre-13	janvier-14 mars-14	avril-14 juin-14	juillet-14 septembre-14	octobre-14 décembre-14
CREDITEUR						
MINIMUM	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%
MAXIMUM	1,3%	1,2%	1,2%	1,4%	1,2%	1,1%
DEBITEUR						

MINIMUM	3,5%	3,7%	3,9%	3,6%	3,6%	3,5%
MAXIMUM	5,5%	5,6%	5,4%	5,1%	5,1%	5,0%

Source: CSSFD, février 2014

Le taux d'intérêt maximum servi par les SFD sur les dépôts de la clientèle a régressé de 0,1 point de pourcentage en passant de 1,2% au troisième trimestre 2014 à 1,1% au quatrième trimestre 2014. Le taux minimum servi est resté constamment égal à 0,6% depuis le premier trimestre 2014.

Pour ce qui concerne le taux d'intérêt minimum et maximum appliqué aux crédits mis en place, ils ont suivis la même tendance. La variation notée est également négative de 0,1 point de pourcentage. Le taux minimum est passé de 3,6% à 3,5% tandis que le taux maximum est passé de 5,1% à 5,0%.

CONCLUSION



L'analyse de l'évolution des activités d'intermédiation financière au niveau des Systèmes Financiers Décentralisés révèle une croissance sensible du portefeuille de crédits et du nombre d'emprunteurs puis un recul du niveau des dépôts collectés en liaison avec le regain d'activités noté grâce aux fêtes de fin d'année.

Le secteur a enregistré un repli de 3,5% du volume de l'encours des dépôts, une augmentation de 15,2% de l'encours brut de crédits en liaison avec la hausse considérable de 38,2% de l'effectif des emprunteurs. L'engagement des Partenaires Techniques et Financiers à appuyer les SFD dans le but de lutter contre la pauvreté s'est fait moins sentir au cours de la période sous revue. En effet, les lignes de crédit externe ont baissé de 5,7% pendant le trimestre. En revanche, les SFD ont mobilisé davantage de ressources financières sur le marché local à concurrence de 7.802 millions de FCFA complémentaires au regard des ressources de ce type mobilisées au trimestre précédent.

En dépit de cette performance reluisante, la maîtrise du portefeuille de prêt demeure un problème épineux pour les dirigeants au regard du taux de créances en souffrance qui ressort à plus de 7,9% pour l'ensemble du secteur au terme du quatrième trimestre 2014 contre une norme de 3%. Cette situation, parce qu'elle peut affecter la viabilité financière des structures, mérite une attention particulière et des mesures adéquates de la part des Dirigeants.

ANNEXE

ANNEXE

Annexe 2 : Evolution en valeur des principaux indicateurs d'activités du secteur du 4ème trimestre 2014

N° D'ORDRE	NOM DE L'INSTITUTION	POINTS DE SERVICES	CLIENTELE	NBRE' DEPOTS	MONTANT DEPOTS	ENCOURS CREDITS BRUTS	CREANCES SOUFFRANCE	TAUX DE CREAN. SOUFF.	TAUX DE REMBOURS.	TAUX DE RECOUV.	TAUX PENET.	LIGNE DE CREDITS	
												INTERNE	EXTERNE
MUTUELLES ET COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT													
1	RENACA	40	103 979	103 710	3 158 895 785	5 265 493 883	561 848 755	10,7%	85,0%		4,7%	619 076 241	133 333 334
2	CBEC	1	2 542	2 167	132 704 452	65 962 405	6 111 223	9,3%	91,8%	69,5%	2,0%		
3	CAISSE CODES	2	2 964	2 964	149 194 431	99 430 387	83 843 803	84,3%					33 071 619
4	COWEC	2	3 459	3 364	421 432 835	255 547 711	25 999 497	10,2%	82,4%		67,2%		
5	CPEC COTONOU	10	78 088	5 110	635 330 704	3 129 786 573	128 357 100	4,1%	96,0%	29,0%	3,7%	19 604 113 199	320 000 000
6	FECECAM	169	857 498	1 326 923	48 608 066 534	34 215 523 462	1 661 710 865	4,9%			14,3%	2 574 029 970	
7	APHEDD/BAVEC	9	106 414	106 414	2 252 118 084	1 427 386 790	84 186 543	5,9%			3,1%		20 869 872 000
8	MC	4	11 145	8 281	233 547 742	168 350 048	26 574 008	15,8%	97,2%	23,6%		250 000	
9	MDB	3	8 697	6 178	671 165 372	485 546 902	71 864 207	14,8%	77,0%		13,1%		135 569 318
10	MODEC	5	16 328	14 577	594 522 086	461 216 633	52 720 460	11,4%	85,3%		20,6%		
11	COOPECDI	2	782	149	22 715 550	279 681 717	11 707 144	4,2%	95,0%	23,1%	8,0%	170 566 166	
12	LE MUTUALISTE	2	8 177	7 444	326 987 055	389 151 824	9 914 569	2,5%				150 000 000	
13	CAMTES	3	619	58	9 094 796	53 671 020	30 322 210	56,5%					
14	COMUBA	11	5 467	5 467	1 018 301 438	1 390 736 751	18 970 771	1,4%	99,2%	72,2%	5,6%	600 000 000	
15	CCIF NATITINGOU							#DIV/0!					
16	CMMB	5	7 000	8 426	432 835 317	774 356 357	120 336 577	15,5%		3,9%	73,4%	165 712 890	
17	UNACREP	55	39 314	26 896	1 690 660 631	1 720 457 835	368 487 539	21,4%		47,0%	29,7%	101 188 600	
18	CCEC							#DIV/0!					
19	ASOPRIB							#DIV/0!					

20	MSFP	5	3 678	3 405	212 128 346	455 006 463	19 666 789	4,3%	81,4%	37,2%			200 000 000
21	MCAPE	4	944	360	14 781 500	5 216 000	488 000	9,4%	103,8%	57,1%			
22	LE DEFI	6	8 468	3 227	53 602 866	138 237 564	13 414 730	9,7%	103,1%	58,3%	40,3%		
23	2ADPR YANAVO							#DIV/0!					
24	MIVE FINANCE	2	862	365	17 645 892	19 334 926	377 127	2,0%	97,2%	67,0%	19,9%		
25	GFI							#DIV/0!					
26	CNSEC	3	2 904	1 867	163 654 757	107 547 745	4 159 005	3,9%	99,5%	30,7%	96,8%	250 000 000	
27	CACOP BENIN	1	855	587	55 100 583	59 948 308	17 920 679	29,9%	71,8%		47,1%		
28	CREMU-BENIN												
29	AFRICA FINANCE							#DIV/0!					
30	CPEC PORTO NOVO							#DIV/0!					
31	CPEC BOHICON							#DIV/0!					
32	CPEC PARAKOU							#DIV/0!					
33	CECAC	4	731	593	11 805 969	29 350 269							65 624 208
34	ALODO ALOME	1	1 105	87	4 533 000			#DIV/0!			92,0%		
TOTAL 1		349	1 272 020	1 638 619	60 890 825 725	50 996 941 573	3 318 981 601	6,5%	41,4%	19,2%	16,4%	24 234 937 066	21 757 470 479
ASSOCIATION													
1	PADME	44	72 217	119 927	5 215 213 128	16 890 719 094	553 690 915	3,3%	97,9%	17,1%	22,9%	5 072 367 796	
2	PAPME							#DIV/0!					
3	VITAL-FINANCE	37	54 718	29 372	1 905 889 816	7 134 978 664	642 952 667	9,0%	98,2%	12,3%	27,4%	2 592 749 537	1 469 946 249
4	CFAD-BENIN	19	35 494	20 531	390 817 806	2 618 265 717	1 459 047 552	55,7%	90,9%	9,1%	1,3%		
5	DWMF							#DIV/0!					

6	AssEF							#DIV/0!					
7	ACFB	15	82 801	82 801	2 783 231 113	3 203 755 516	68 915 411	2,2%	98,7%				112 198 805
8	ASMAB	18	14 776	14 774	45 732 114	1 402 880 801	1 118 712 331	79,7%	58,0%	31,0%			
9	MINONKPO	5	2 620	8 799	121 410 107	149 981 286			94,0%				
10	ADOPEC	2	1 723	2 862	37 622 843	84 425 959	8 509 761	10,1%	92,9%	32,0%	0,6%		
TOTAL 2		140	264 349	279 066	10 499 916 927	31 485 007 037	3 851 828 637	12,2%	63,1%	10,2%	5,2%	7 665 117 333	1 582 145 054
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES													
1	ALIDE	12	62 713	41 653	1 506 413 725	3 341 851 303	69 118 390	2,1%	98,1%	12,4%	7,2%	940 000 687	909 790 522
3	CERMA	2	504	86	4 738 165	259 603	37 100	14,3%	95,0%	85,0%			
4	FESPROD	2	2 264	1 402	20 697 912	144 489 930	684 470	0,5%	63,7%		46,1%		
5	FIDEVIE	6	47 486	34 125	198 606 225	483 640 455	67 947 830	14,0%	198,0%	40,4%	6,0%	2 511 690 000	
6	SIAN'SON	27	39 183	21 748	672 231 321	2 554 251 471	205 531 849	8,0%	82,7%			2 394 086 484	100 000 000
7	SOLIDARITE PAIX							#DIV/0!					
8	PEBCo	29	92 539	92 581	5 186 181 721	5 575 231 800	189 314 010	3,4%	96,3%	11,4%	3,0%	144 032 341	
TOTAL 3		78	244 689	191 595	7 588 869 069	12 099 724 562	532 633 649	4,4%	79,2%	18,6%	7,8%	5 989 809 512	1 009 790 522
SOCIETES													
1	FINADEV	12	11 088	7375	1 313 433 439	9 757 895 641	582 150 777	6,0%	95,6%		3,7%	2 988 141 858	3 055 223 078
2	LITTO FINANCE							#DIV/0!					
TOTAL 4		12	11 088	7 375	1 313 433 439	9 757 895 641	582 150 777	6,0%	47,8%		3,7%	2 988 141 858	3 055 223 078
TOTAL GLOBAL		579	1 792 146	2 116 655	80 293 045 160	104 339 568 813	8 285 594 664	7,9%	57,9%	12,0%	8,3%	40 878 005 769	27 404 629 133

Source : CSSFD, février 2015.

COORDINATION

Louis BIAO

Coordonnateur de la Cellule de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés
louis_biao@hotmail.com

Abou Bakary ISSIAKA

Coordonnateur Adjoint/CSSFD
issiabou2@gmail.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Roméo S. ZOMAHOUN TCHALA

Chef du Service de la Statistique et de l'Informatique (C/SSI)
tchalazme@yahoo.fr

APPUI TECHNIQUE

Bienvenu Martin ADJOVI

Chef du Service Réglementation et Suivi des SFD en difficulté (C/SRSSFDD)
adjovikindehou@gmail.com

Thierry OGOUGBE

Chef du Service Contrôle (C/SC)
assthier@yahoo.fr

Evariste A. A. SONGBE

Chef du Service Administratif et Financier (C/SAF)

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Chédrack YELOUASSI

Statisticien / SSI
cheyelo@yahoo.fr

Leslie HOUESSOU

Attachée des Banques /SC
lesliehouessou@yahoo.fr

Romuald DJOI

Attaché des services administratifs / SAF
Rdjo2025@yahoo.fr

Yessoufou BONOU

Attaché des services administratifs / SAF
yesbonn@yahoo.fr

Benoît DJOSSOU

Attaché des services financiers
dbenbella1@yahoo.fr

Serge B. EGNONSE KADOSSOSSI

Analyste programmeur / SSI
egnonsebaudouin@yahoo.fr

Janvier Nonfodji AHOUANSON

Programmeur pupitre / SSI
ahouansou_janvier@ymail.com

Justine KPANOU

Attachée des Banques /SSI
justsenal@hotmail.com

GRAPHISME

Serge B. EGNONSE KADOSSOSSI

Analyste programmeur / SSI
egnonsebaudouin@yahoo.fr

Janvier Nonfodji AHOUANSON

Programmeur pupitre / SSI
ahouansou_janvier@ymail.com

Xavier KEDE

Personnel des services informatiques
kedexfl@gmail.com

www.microfinancebenin.bj

cssfd_sms@ymail.com